



## Conseil économique et social

Distr. générale  
10 novembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la session extraordinaire  
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes  
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement  
et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »**

**Déclaration présentée par la Congrégation de Notre-Dame  
de Charité du Bon-Pasteur, la Dominican Leadership  
Conference, la Fédération internationale des femmes  
des carrières juridiques, la Fédération internationale  
des femmes juristes, International Presentation  
Association of the Sisters of the Presentation  
of the Blessed Virgin Mary, Passionists International,  
la congrégation des Religieuses du Sacré-Cœur de Marie,  
Sisters of Mercy of the Americas, la Society of Catholic  
Medical Missionaries et UNANIMA International,  
organisations non gouvernementales dotées du statut  
consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



## Déclaration

La Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur se joint à tous ceux qui préconisent les idées issues de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995 et de son document final, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Il s'agit d'une déclaration véritablement visionnaire, ancrée dans le contexte des droits de l'homme et appelant à des actions concrètes en faveur du respect de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans des domaines critiques. Malgré les progrès réalisés au cours des 20 dernières années, alors que nous nous acheminons vers un programme audacieux et porteur de transformations pour l'après-2015, qu'accompagne des objectifs de développement durable, nous devons considérer un éventail de questions spécificités de chaque sexe qui continuent d'être problématiques, et qui tiennent parfois lieu de « contrepartie » dans le cadre de processus de négociation, ou sont totalement ignorées.

Aujourd'hui, à l'heure de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme, nous observons la persistance implacable de la pauvreté et de la violence et le cercle vicieux de la marginalisation qui facilitent l'exploitation sexuelle constante des femmes et des filles par le biais de la prostitution et de la traite d'êtres humains. Cet avilissement continue en violation des droits de l'homme car les États Membres ont manqué de volonté politique pour promulguer ou faire respecter des cadres solides relatifs aux droits de l'homme. Cette situation est renforcée par la rigidité et la domination des mentalités patriarcales qui s'opposent au dialogue, au débat et au changement pour tout ce qui touche à l'égalité des sexes.

Aujourd'hui, les différents services de proximité du Bon-Pasteur travaillent dans 72 pays auprès de femmes et de filles qui subissent des contraintes semblables à celles qui prévalaient en 1995, ou souvent pires. Le modèle actuel de mondialisation économique est tel que les femmes et les filles vivant dans l'extrême pauvreté n'ont pas accès aux services de base et sont extrêmement vulnérables face aux forces de la migration irrégulière, de la prostitution et de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou par le travail.

La prostitution est une violation des droits de l'homme et constitue un acte de violence envers la personne prostituée. Aussi bien la traite à des fins d'exploitation par le travail ou de prélèvement d'organes que la traite d'enfants soldats sont des pratiques alarmantes. La Déclaration et le Programme d'action de Beijing ont condamné la traite des femmes et des filles à des fins sexuelles en la qualifiant de « sujet de préoccupation très important pour la communauté internationale » et ont fait observer que « l'exploitation des femmes dans des réseaux internationaux de prostitution et de traite [était] devenue l'une des principales activités de la criminalité internationale organisée ». La Déclaration et le Programme d'action de Beijing ont également fait référence à l'application de la Convention de 1949 pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. Il est intéressant de noter que la Convention a été adoptée par les Nations Unies le 2 décembre 1949, un an après la Déclaration universelle des droits de l'homme. On a affirmé que le système de la prostitution était une forme contemporaine d'esclavage, qui opprimait les femmes et était délétère pour les hommes et la société toute entière. Au cours des 50 années de débats préalables à l'adoption de la Convention, on avait déjà constaté que la réglementation et la légalisation par les États de la prostitution encourageait la traite des femmes.

Depuis 1995, il a beaucoup été fait au niveau international pour promulguer des lois dans ce domaine et mettre l'accent sur les droits de l'homme. La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants sont entrés en vigueur en 2003. Nous félicitons les 182 États Membres qui ont ratifié et commencé à adopter ces législations internationales au niveau national. Nous reconnaissons et apprécions l'existence des nombreux mécanismes et accords régionaux en place. Néanmoins, c'est seulement lorsque chaque pays aura intégré les lois internationales dans sa législation nationale et collaborera au-delà de ses frontières pour protéger les droits fondamentaux de chaque personne que l'on verra des changements. La nomination en 2004 du premier Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants a été bienvenue et l'investiture d'un troisième rapporteur en 2014 est encouragée. Dans sa résolution 26/8 le Conseil des droits de l'homme rappelle et réaffirme les cadres normatifs qui ont été élaborés dans ce domaine. On citera également parmi les dernières avancées, le Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes (2010) et la célébration de la première Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, le 30 juillet 2014. Il s'agit de jalons que nous avons identifiés pendant l'examen après 20 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

Nous reconnaissons et saluons les activités et les accomplissements de la Suède, de la Norvège et, plus récemment, de la France, du Canada et de l'Irlande du Nord, en matière de lutte contre les violations des droits de l'homme résultant de la prostitution. En s'appuyant sur une base législative, ils ont criminalisé non seulement les activités des trafiquants mais aussi celles des acheteurs de sexe et de services sexuels, définissant de manière pertinente les multiples degrés de violation des droits de l'homme qu'implique la prostitution. Nous encourageons tous les États Membres à faire de même. Les débats engagés au cours du processus législatif sensibilisent le public à la complexité de la problématique hommes-femmes.

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing incarnent et renforcent les droits fondamentaux des femmes et des filles et réaffirment que tous les droits fondamentaux, notamment le droit au développement, sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés. Il y est également affirmé que si la reconnaissance des droits ne s'accompagne pas de jouissance effective, cela tient à l'incapacité des gouvernements de promouvoir et de protéger ces droits. Ce problème persiste aujourd'hui et a été évoqué dans la déclaration commune de plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations Unies intitulée « Poverty, inequality, discrimination: let's stop human trafficking at the roots » (« Pauvreté, inégalités, discrimination : attaquons la traite d'êtres humains à ses racines »)<sup>1</sup>, élaborée à l'occasion de la Journée européenne contre la traite des êtres humains, le 18 octobre 2014. Dans cet appel à une action mondiale concertée, ils ont déclaré que la traite constituait une violation grave des droits de l'homme qui demeurerait largement répandue car son éradication nécessitait de coordonner les efforts pour lutter contre ses causes profondes dans de multiples secteurs. Il est crucial que les pays d'origine, de transit et de destination travaillent ensemble pour éradiquer la pauvreté, les inégalités, la discrimination et les autres facteurs de vulnérabilité.

<sup>1</sup> Il n'existe pas de traduction française officielle de la déclaration.

C'est avec inquiétude que nous lisons que partout dans le monde, la traite d'enfants est en augmentation, que les cas identifiés de traite d'enfants représentent 27 % de la traite d'êtres humains, et que l'augmentation a été plus importante en ce qui concerne les filles : deux enfants sur trois victimes de la traite sont de jeunes filles. La lecture de ces faits doit nous amener à nous intéresser aux multiples prédateurs et exploiters dont ces filles sont victimes. Le trafiquant est un « intermédiaire » essentiel dans cette activité criminelle. Mais l'acheteur de sexe est tout aussi coupable. La question suivante s'impose donc : où est la protection du gouvernement? Le mot « traite » apparaît 26 fois dans le Programme d'action. Le paragraphe 224 appelle à mettre fin à toute violence sexuelle ou fondée sur l'appartenance au sexe féminin, notamment la traite des femmes et des filles. Le paragraphe 107 q) exhorte à l'adoption de mesures préventives spécifiques pour protéger les femmes, les jeunes et les enfants de tout abus, notamment sévices, exploitation, traite et violences sexuelles. Pourtant, au paragraphe 122 du texte anglais, il est fait mention du commerce du sexe. L'emploi de ce terme, en particulier dans un tel document, appelle à la critique, à l'analyse et à la remise en question. Son seul emploi constitue une violation des droits de l'homme car les personnes ne peuvent être vendues ou achetées. Il est regrettable que la traite d'êtres humains soit souvent mentionnée dans la même phrase que le trafic de drogues, d'armes ou d'espèces menacées d'extinction.

Tout au long des échanges qui ont eu lieu, il n'a guère été question du fait que les violations des droits de l'homme liées à la prostitution sont fondées sur l'exploitation d'autrui. L'emploi d'une terminologie économique telle que « offre et demande » pour parler de la prostitution et de la traite d'êtres humains relève lui-même de l'exploitation et marque le non-respect des droits de l'homme et un manque d'égard pour la dignité de la personne.

Le fait que la proposition du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable (voir ne reflète pas un engagement plus résolu en faveur du respect des droits de l'homme pour tous est un grave oubli, car cet engagement devrait être au cœur même d'un programme de développement socialement juste et écologiquement viable, en même temps qu'un moyen d'y parvenir.

L'absence des mots « droits de la personne » dans l'intitulé de l'objectif 5, « Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », est une aberration, et nous demandons que le libellé se lise « Réaliser l'égalité des sexes et parvenir au respect des droits fondamentaux des femmes et des filles ». De même, ne pas indiquer clairement que l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement, aux soins médicaux, à l'éducation et à un revenu de base – autant d'éléments qui font partie des socles nationaux de protection sociale – est un droit fondamental, est inacceptable. Seul le renforcement des principes relatifs aux droits de l'homme dans la perspective de l'égalité des sexes et de la réalisation de tous les droits fondamentaux permettra à la société d'évoluer, en sorte que nul ne soit plus « laissé-pour-compte ».